



# Assemblée générale

Distr. générale  
14 août 2024  
Français  
Original : anglais

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur l'Examen périodique universel**  
**Quarante-septième session**  
Genève, 4-15 novembre 2024

## Dominique

### Compilation établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

#### I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu des textes issus de l'Examen périodique universel précédent<sup>1</sup>. Il contient des renseignements provenant des documents pertinents établis par des entités des Nations Unies, résumés en raison de la limite fixée pour la longueur des documents.

#### II. Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes s'occupant des droits de l'homme

2. Le Comité des droits de l'homme a noté avec satisfaction que la Dominique avait ratifié plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, ou y avait adhéré<sup>2</sup>. L'équipe sous-régionale des Nations Unies pour la Barbade et l'Organisation des États des Caraïbes orientales a relevé que la Dominique n'avait pas encore ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, ainsi que le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>3</sup>.

3. Le Comité des droits de l'homme a pris note des efforts déployés par la Dominique pour lutter contre l'apatridie, mais il a relevé qu'elle n'avait pas ratifié la Convention relative au statut des apatrides ni la Convention sur la réduction des cas d'apatridie<sup>4</sup>.

4. En mars 2020, en l'absence de rapport initial de la Dominique, le Comité a examiné la situation des droits civils et politiques dans le pays, au regard du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il regrettait que la Dominique ait manqué à ses obligations en matière d'établissement de rapports au titre du Pacte. Compte tenu du dialogue constructif qu'il avait eu avec la délégation dominiquaise, il considérait les réponses écrites de l'État partie à la liste de points comme le rapport initial de celui-ci, et priait la Dominique de soumettre un document de base commun pour faciliter les échanges futurs<sup>5</sup>.



5. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que la Dominique n'avait soumis aucun rapport aux organes conventionnels depuis son adhésion, à l'exception de son rapport initial au Comité des droits de l'enfant en 2003<sup>6</sup>.

6. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté qu'aucun titulaire de mandat au titre des procédures spéciales ne s'était encore rendu dans le pays, mais que la Dominique avait adressé une invitation à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques, qui avait accepté l'invitation et demandé aux autorités nationales de lui proposer des dates de visite dans le courant du dernier trimestre de 2024. Elle notait également qu'en 2019, le Rapporteur spécial sur le droit humain à un environnement propre, sain et durable avait sollicité une visite<sup>7</sup>.

### **III. Cadre national des droits de l'homme**

#### **Cadre institutionnel et mesures de politique générale**

7. Le Comité des droits de l'homme s'est déclaré préoccupé par l'absence d'organe indépendant conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) et par le fait que le poste de Défenseur du peuple n'était toujours pas pourvu. Il recommandait à la Dominique de mettre rapidement en place une institution nationale des droits de l'homme qui soit conforme aux Principes de Paris, et de faire en sorte que le poste de Défenseur du peuple soit pourvu dans les meilleurs délais et que la personne qui en serait titulaire exerce son mandat efficacement<sup>8</sup>.

8. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a observé qu'en 2021, le Bureau des questions de genre avait bénéficié de l'appui du programme EnGenDER (Pour une reprise des activités après une catastrophe et une résilience climatique et environnementale tenant compte des questions de genre dans les Caraïbes), dans le cadre de la révision et de la mise à jour de la Politique nationale et du Plan d'action national pour l'équité et l'égalité de genre 2014-2024, et que la version mise à jour de ce document était toujours en attente d'approbation<sup>9</sup>.

### **IV. Promotion et protection des droits de l'homme**

#### **A. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable**

##### **1. Égalité et non-discrimination**

9. Le Comité des droits de l'homme s'est dit préoccupé par l'absence de législation complète contre la discrimination couvrant tous les motifs interdits par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et par le manque d'informations sur l'existence éventuelle de projets visant à élaborer de telles dispositions juridiques. Il recommandait à la Dominique d'assurer une protection pleine et effective contre la discrimination dans tous les domaines, publics et privés, et d'interdire la discrimination directe et indirecte ; d'adopter une législation contenant la liste complète des motifs de discrimination, conformément au Pacte ; de mettre en place un mécanisme de plainte, de veiller à ce que des recours utiles et accessibles soient disponibles pour toutes les formes de discrimination, et de recueillir des données ventilées sur les plaintes déposées et la suite qui leur avait été donnée<sup>10</sup>.

10. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté qu'en 2023, la Dominique avait, pour la première fois, élu une femme et une personne d'origine autochtone à la présidence<sup>11</sup>.

##### **2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas être soumis à la torture**

11. Le Comité s'est réjoui que la Dominique ait instauré un moratoire de fait sur l'application de la peine de mort et l'a félicitée des mesures prises récemment, qui témoignaient de son engagement en faveur d'un moratoire complet. Il relevait toutefois avec

préoccupation que l'article 5 de la loi portant Code pénal et Code de procédure pénale, qui autorisait la pendaison en cas de meurtre, était toujours en vigueur. Il recommandait à la Dominique d'envisager la révision de l'article 5 de la loi portant Code pénal et Code de procédure pénale ; de poursuivre ses efforts pour faciliter le dialogue au sein de la société sur le droit à la vie au titre de l'article 6 du Pacte ; de ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort<sup>12</sup>.

12. Le Comité a relevé avec préoccupation que la Constitution autorisait le recours à la force meurtrière pour la défense des biens. Il s'inquiétait des allégations de recours excessif à la force contre des manifestants, notamment lors des rassemblements qui avaient eu lieu à Roseau en 2017. Il recommandait à la Dominique de réviser la législation et les politiques relatives au recours à la force par les responsables de l'application des lois, en particulier les dispositions qui autorisaient le recours à la force meurtrière pour la protection des biens, en tenant compte de son observation générale n° 36 (2018) sur le droit à la vie et des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. Il lui recommandait également de dispenser à ces derniers une formation sur leurs responsabilités en matière de droits de l'homme, ainsi que de mettre en place des mécanismes qui permettent de contrôler et de mesurer l'efficacité de cette formation et de l'actualiser en conséquence<sup>13</sup>.

13. Le Comité s'est dit préoccupé par la forte proportion de personnes en détention provisoire et par la durée excessive de leur détention dans certains cas. Il recommandait à la Dominique de remédier au recours excessif à la détention provisoire. Il lui recommandait également de réduire la durée de la détention provisoire, d'accélérer l'adoption de la loi sur la libération sous caution, qui fixait des normes de procédure pour le traitement des affaires, et de développer le recours à des mesures de substitution à la détention, compte tenu de ses obligations au titre du Pacte, telles qu'interprétées par lui-même dans son observation générale n° 35 (2014) sur la liberté et la sécurité de la personne, et des Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo)<sup>14</sup>.

### **3. Administration de la justice, impunité et primauté du droit**

14. Le Comité a pris note des effets des catastrophes naturelles sur la capacité de la Dominique, notamment sur le système judiciaire, et des efforts législatifs visant à résorber l'arriéré des affaires, dans le cadre de la loi sur la libération sous caution. Il s'inquiétait toutefois du grand nombre d'affaires en suspens et des retards importants dans les procédures<sup>15</sup>.

15. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté qu'en 2020, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avait mené une évaluation régionale du système judiciaire dans neuf pays des Caraïbes, dont la Dominique. Parmi les problèmes recensés, figuraient le manque de données disponibles pour les évaluations nationales et l'arriéré d'affaires, notamment en matière pénale. Selon cette évaluation, le recours excessif à la détention provisoire, en violation des droits de la défense, avait contribué à la constitution de cet arriéré. Ce dernier s'expliquait également par l'absence de systèmes intégrés de communication et de technologie. En effet, le suivi des affaires et des dossiers dans l'ensemble du système judiciaire reposait sur des documents papier. Les infrastructures et la transition numérique constituaient des questions cruciales pour la Dominique<sup>16</sup>.

16. Le Comité a recommandé à la Dominique de mener à bien ses projets visant à accroître la capacité du système judiciaire et de redoubler d'efforts pour réduire le nombre d'affaires en suspens devant les tribunaux et les autorités de poursuite, ainsi que les délais d'attente dans chaque cas<sup>17</sup>.

17. Le Comité a salué les efforts déployés par la Dominique pour fournir une assistance juridique, mais a exprimé sa crainte que la capacité du service concerné ne soit pas suffisante pour que tous les mis en cause bénéficient des services d'un avocat. Il regrettait que la Dominique n'ait pas communiqué suffisamment d'informations sur les mesures prises pour mieux garantir l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire. Il lui recommandait d'accroître la capacité du service d'assistance juridique et de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire<sup>18</sup>.

18. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que, selon le PNUD, le passage de l'ouragan Maria en 2017 avait entraîné la destruction du tribunal pénal et d'autres bâtiments administratifs. Il était urgent d'achever la transition numérique et d'améliorer la résilience du système judiciaire pour garantir l'accès à la justice après une catastrophe<sup>19</sup>.

19. Le Comité des droits de l'homme a recommandé à la Dominique de veiller à ce que des mécanismes de plainte et de contrôle indépendant accessibles soient mis en place, et que tous les signalements de violence donnent lieu à des enquêtes approfondies débouchant, s'il y avait lieu, sur des peines proportionnées ; de permettre à toutes les victimes de violences policières d'accéder à des recours, notamment d'obtenir une réparation et des garanties de non-répétition<sup>20</sup>.

20. Selon l'équipe sous-régionale des Nations Unies, une évaluation du système de justice pour mineurs de la Dominique, menée en 2017 par l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a mis en évidence la nécessité urgente de réformer la législation régissant l'administration de la justice pour mineurs. La loi sur les enfants et les jeunes ne permettait pas de répondre efficacement aux besoins des mineurs délinquants. Tous les services essentiels, notamment le sursis probatoire, les interventions psychosociales, les programmes éducatifs et professionnels et les services d'assistance juridique, faisaient défaut. L'équipe sous-régionale des Nations Unies notait également qu'un nouveau projet de loi sur la justice pour mineurs devait être adopté en 2024, mais en attendant l'abrogation de la loi sur les enfants et les jeunes, la Dominique conserverait des dispositions législatives qui autoriseraient la flagellation et la condamnation d'enfants à la réclusion criminelle à perpétuité. En outre, le centre Operation Youth Quake, qui n'avait pas été conçu comme un établissement pénitentiaire pour mineurs, avait accueilli des enfants mis en examen parce que la seule solution proposée pour ces derniers était l'incarcération<sup>21</sup>.

21. Le Comité s'est dit préoccupé par l'âge précoce de la responsabilité pénale des mineurs, par la détention d'adultes et d'enfants ensemble dans les mêmes locaux et par la condamnation d'enfants à la réclusion criminelle à perpétuité. Il notait que la Dominique avait exprimé l'intention de réformer le système de justice pour mineurs, notamment en interdisant la condamnation d'enfants à la réclusion criminelle à perpétuité dans le projet de loi sur la justice pour mineurs, mais restait préoccupé par les lacunes dans la protection des enfants en conflit avec la loi<sup>22</sup>.

22. Le Comité a recommandé à la Dominique de veiller à ce que son système de justice pour mineurs respecte les droits énoncés dans le Pacte et dans d'autres instruments internationaux ; de mener à bien des réformes juridiques, notamment la révision des dispositions autorisant la condamnation d'enfants à réclusion criminelle à perpétuité, l'établissement de limites à la durée de la peine d'emprisonnement à laquelle les enfants pouvaient être condamnés et le relèvement de l'âge de la responsabilité pénale ; de veiller à ce que les enfants en conflit avec la loi soient pris en charge d'une manière qui favorise leur réinsertion sociale ; d'observer le principe voulant que la détention d'un enfant ne soit utilisée qu'en dernier recours et que les enfants privés de liberté soient séparés des détenus adultes<sup>23</sup>.

#### **4. Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique**

23. Selon l'équipe sous-régionale des Nations Unies, la liberté de réunion et d'expression était garantie par la Constitution et généralement respectée. Cependant, les manifestations devenaient parfois violentes ou donnaient lieu à des pillages ou à des actes de vandalisme, et des opposants politiques au gouvernement avaient été poursuivis pour incitation et obstruction<sup>24</sup>.

24. Le Comité a pris note des informations de la Dominique selon lesquelles la diffamation n'avait pas donné lieu récemment à des poursuites pénales dans la pratique et les dispositions qui l'incriminaient allaient être réexaminées dans le cadre de la réforme juridique entreprise au niveau national. Il relevait toutefois avec préoccupation qu'elle restait une infraction pénale au titre de la loi de 1979 sur la diffamation, qui prévoyait des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans ou une amende. Il craignait que ces dispositions punitives disproportionnées et la menace de poursuites judiciaires puissent avoir un effet dissuasif sur l'exercice de la liberté d'expression par le grand public, les partis

politiques et les médias. Il s'inquiétait également du fait que les rassemblements pacifiques en Dominique étaient soumis à un système d'autorisation préalable et que, selon certaines informations, des rassemblements liés aux activités des partis d'opposition n'avaient pas reçu l'autorisation de réunion pacifique<sup>25</sup>.

25. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que la presse était généralement libre dans la pratique. Toutefois, le gouvernement avait souvent recours à des actions en diffamation et à des menaces de procès contre les médias, ce qui entraînait un certain degré d'autocensure. En outre, en juillet 2022, la Cour de justice des Caraïbes avait affirmé que l'accès de l'opposition à certains médias publics, dont la station de radio nationale, avait été restreint<sup>26</sup>. Le Comité recommandait à la Dominique de rendre sa législation pleinement conforme à l'article 19 du Pacte et, dans l'intervalle, de continuer de garantir qu'aucune personne ne soit emprisonnée pour diffamation. Il lui recommandait également d'envisager de modifier la loi de 1954 sur l'ordre public, de sorte qu'elle n'exige, tout au plus, que la notification préalable de réunion pacifique<sup>27</sup>.

26. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a recommandé à la Dominique d'adopter une législation sur la liberté d'information et de créer une institution de contrôle indépendante qui puisse mettre en œuvre la législation sur l'accès à l'information, conformément aux normes internationales. Elle lui recommandait également de progresser vers la cible 16.10 des objectifs de développement durable, qui consiste à garantir l'accès public à l'information et à protéger les libertés fondamentales<sup>28</sup>.

27. L'UNESCO a noté qu'elle n'avait enregistré aucun meurtre de journaliste en Dominique depuis 2006, année à laquelle le suivi systématique avait commencé<sup>29</sup>.

28. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que les observateurs, notamment les missions internationales de la Communauté des Caraïbes, de l'Organisation des États américains et du Commonwealth, avaient salué le déroulement pacifique des élections générales de 2022, mais avaient souligné la nécessité d'une réforme électorale. Elle ajoutait qu'au début de l'année 2022, la Cour de justice des Caraïbes avait également relevé certains points préoccupants dans les élections précédentes, bien qu'elle ait rejeté une action formée par le parti d'opposition United Workers Party, qui contestait les résultats de l'élection de 2019<sup>30</sup>.

29. Le Comité s'est dit préoccupé par les disparités importantes entre les tailles des circonscriptions électorales et par les informations signalant la fréquence des poursuites pénales contre des membres de partis d'opposition, pour des activités qui semblaient liées à leur participation aux affaires publiques. Il recommandait à la Dominique d'adopter un système électoral garantissant que tous les citoyens jouissent de leurs droits sur un pied d'égalité, conformément au Pacte, notamment en assurant des élections totalement transparentes et un régime politique pluraliste, en s'abstenant de recourir à des dispositions de droit pénal pour restreindre le droit des partis d'opposition de participer aux affaires publiques et en enquêtant sur toutes les allégations d'actes répréhensibles<sup>31</sup>.

## **5. Interdiction de toutes les formes d'esclavage, y compris la traite des personnes**

30. Le Comité a constaté avec satisfaction que la Dominique s'employait à lutter contre la traite des personnes, notamment en incriminant ces pratiques et en prévoyant des peines proportionnées à la gravité de ce crime. Il relevait toutefois avec préoccupation le manque d'informations sur les enquêtes, les poursuites et les déclarations de culpabilité visant des personnes impliquées dans des activités de traite, ainsi que sur le soutien dont pourraient bénéficier les victimes<sup>32</sup>.

## **6. Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables**

31. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que la législation en vigueur ne traitait pas des pratiques discriminatoires en matière de recrutement et de promotion<sup>33</sup>.

32. L'UNESCO a recommandé à la Dominique de modifier sa législation afin d'harmoniser l'âge légal du travail dans les différentes lois, notamment la loi sur l'éducation et la loi sur le mariage, et de faire correspondre cet âge à celui fixé pour la fin de la scolarité obligatoire<sup>34</sup>.

## **7. Droit à la sécurité sociale**

33. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté qu'une politique et une stratégie de protection sociale avaient été récemment élaborées et étaient en attente d'approbation par le Gouvernement. La nouvelle politique devait permettre de mieux cibler l'aide sociale tout en élargissant sa portée, d'étendre la couverture des régimes d'assurance sociale, ainsi que d'améliorer l'accès à une formation sur mesure et le soutien aux petites entreprises<sup>35</sup>.

## **8. Droit à un niveau de vie suffisant**

34. Selon l'équipe sous-régionale des Nations Unies, le coût élevé de la vie et l'insécurité alimentaire restaient très préoccupants après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)<sup>36</sup>.

35. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que les différentes crises des dernières années avaient entravé la réalisation des objectifs de développement durable. Les données sur les progrès accomplis en la matière étaient limitées, mais il était clair que la situation n'avait pas évolué quant à l'élimination de la faim, l'éducation de qualité, l'énergie propre, et la paix, la justice et la mise en place d'institutions efficaces. Les problèmes recensés étaient notamment liés aux systèmes de gestion de l'eau et des déchets, à l'insécurité alimentaire, à l'augmentation du nombre de cas de maladies non transmissibles et à la santé mentale<sup>37</sup>.

36. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté qu'en Dominique, 95,42 % des ménages avaient un accès de base à l'eau. Les disparités d'accès pouvaient être plus prononcées dans les zones rurales, où les infrastructures étaient inadéquates et où la qualité de l'eau pouvait être compromise par le ruissellement des terres agricoles et l'érosion. Concernant l'assainissement, le fait qu'environ 15 % de la population ne disposait toujours pas d'installations améliorées et que la défécation en plein air était pratiquée suscitait des inquiétudes<sup>38</sup>.

37. Selon l'équipe sous-régionale des Nations Unies, reconstruire le parc immobilier et le rendre résistant aux ouragans était une priorité du Gouvernement depuis le passage de l'ouragan Maria en 2017. De nombreux ménages dont les logements avaient été endommagés ou détruits ne disposaient pas de ressources suffisantes pour les reconstruire ou les réparer<sup>39</sup>.

## **9. Droit à la santé**

38. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté qu'en vertu de l'article 8 de la loi sur l'atteinte à l'intégrité de la personne, l'avortement n'était autorisé en Dominique que lorsque la vie de la femme était en danger. L'avortement n'était pas explicitement autorisé sur demande, en cas de viol ou d'inceste, de nécessité de protéger la santé mentale ou physique de la femme, de malformation du fœtus, ou encore pour des raisons économiques ou sociales. En vertu des articles 56 et 57 de la loi, les personnes ayant administré des médicaments ou utilisé des instruments pour provoquer un avortement étaient passibles d'une peine de dix ans d'emprisonnement, et celles s'étant procuré des médicaments ou des instruments pour provoquer un avortement, d'une peine de deux ans d'emprisonnement<sup>40</sup>.

39. Le Comité a relevé avec préoccupation que les restrictions en vigueur pourraient obliger les femmes et les jeunes filles souhaitant avorter à le faire dans des conditions peu sûres, qui mettraient leur vie et leur santé en danger. Il recommandait à la Dominique de modifier sa législation afin de garantir l'accès effectif à l'avortement légal et sûr, lorsque la vie ou la santé de la femme ou de la jeune fille enceinte était en danger ou lorsque le fait de mener la grossesse à terme pourrait causer à celle-ci un préjudice ou des souffrances graves, en particulier dans les cas où la grossesse était le résultat d'un viol ou d'un inceste, ou lorsque le fœtus n'était pas viable ; de veiller à ce que les femmes et les jeunes filles

qui avaient recours à l'avortement et les médecins qui leur prêtaient assistance ne fassent pas l'objet de sanctions pénales, car celles-ci contraignaient les femmes et les jeunes filles à recourir à des avortements non sécurisés<sup>41</sup>.

40. Le Comité s'est déclaré préoccupé par le niveau élevé et croissant de la mortalité infantile en Dominique et par l'absence d'informations précises sur les actions entreprises pour réduire le taux de mortalité infantile. Il recommandait à la Dominique de prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour ce faire<sup>42</sup>.

41. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que les progrès réalisés en matière de santé sexuelle et reproductive étaient louables. Elle relevait toutefois avec préoccupation que les adolescents avaient un accès limité à des services complets de santé sexuelle et reproductive en raison d'obstacles juridiques. Le fait que l'âge minimum du consentement sexuel (16 ans) soit inférieur à l'âge minimum d'accès à des services de santé sexuelle et reproductive sans consentement parental (18 ans) posait un problème aux adolescents sexuellement actifs ayant besoin d'informations et de services à l'insu de leurs parents ou de leurs représentants légaux. L'équipe sous-régionale des Nations Unies reconnaissait les efforts déployés par le gouvernement pour élaborer des normes de qualité concernant les services de santé destinés aux adolescents et une politique de santé sexuelle et reproductive, et notait que le Fonds des Nations Unies pour la population avait exhorté la Dominique à adopter ces initiatives cruciales<sup>43</sup>.

## 10. Droit à l'éducation

42. L'UNESCO a noté que la Constitution ne consacrait pas le droit à l'éducation et qu'aucune disposition législative interdisant la discrimination dans l'éducation n'avait été mise en évidence. La loi sur l'éducation prévoyait que toute personne avait le droit de bénéficier d'un programme d'enseignement, mais l'application de cette disposition dépendait des ressources disponibles, de sorte que le droit à l'éducation n'était pas pleinement garanti. Conformément à la loi sur l'éducation et au règlement sur l'éducation de 2011, des frais pouvaient être facturés<sup>44</sup>.

43. L'UNESCO a recommandé à la Dominique d'inscrire le droit à l'éducation sans discrimination dans la Constitution et dans la loi ; de modifier la législation pour garantir au moins douze années d'enseignement gratuit ; de redoubler d'efforts pour améliorer les taux de scolarisation, notamment dans l'enseignement préprimaire et secondaire<sup>45</sup>.

## 11. Développement, environnement et droits de l'homme

44. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que la Dominique avait annoncé son intention de devenir la première nation du monde résiliente au climat, et qu'elle avait établi la Stratégie de résilience aux catastrophes, plan complet prévoyant les mesures et les dépenses et recettes nécessaires pour renforcer la résilience face aux futures catastrophes naturelles<sup>46</sup>.

45. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a observé que le 22 avril 2024, la Dominique avait ratifié l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú), instrument prévoyant le droit d'accès à l'information, à la participation publique dans la prise de décisions en matière d'environnement, à la justice et à un environnement sain et durable pour les générations actuelles et futures<sup>47</sup>.

46. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que la Dominique avait adopté trois documents clefs, alignés sur les objectifs de développement durable, pour réaliser son projet de devenir la première nation au monde résiliente au climat : la Stratégie nationale de développement de la résilience, le Plan de résilience et de redressement climatique 2020-2030 et la Stratégie financière de gestion des risques de catastrophe<sup>48</sup>. Le PNUD soulignait qu'il était important de créer une économie résiliente aux changements climatiques offrant un avenir sûr à tous les habitants de la Dominique, et de suivre les progrès vers l'économie bleue, objectif assorti de cibles que l'État avait convenu d'atteindre<sup>49</sup>.

47. Le Comité s'est félicité que la Dominique, petit État insulaire particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques, ait exprimé la volonté d'appliquer des mesures d'adaptation et d'atténuation, et a pris note des difficultés importantes auxquelles le pays devait faire face à cet égard. Il recommandait à la Dominique de poursuivre et d'intensifier les efforts louables qu'elle déployait pour accroître sa résilience aux changements climatiques par des mesures d'adaptation et d'atténuation, et de veiller à ce que tous les projets ayant une incidence sur le développement durable et sur la résilience climatique soient conçus avec la participation concrète et éclairée de la population<sup>50</sup>.

## **B. Droits de certains groupes ou personnes**

### **1. Femmes**

48. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que plusieurs lois visant à protéger les femmes et les enfants avaient été adoptées en 2023. L'une d'entre elles était la loi sur la violence familiale (loi n° 14 de 2023), entrée en vigueur en juillet 2023, qui apporterait une meilleure protection aux victimes, notamment par ses dispositions relatives à la délivrance d'ordonnances de protection<sup>51</sup>.

49. Le Comité s'est félicité des mesures prises pour protéger les femmes contre la violence, notamment l'incrimination du viol conjugal par la loi sur les infractions sexuelles (modifiée) (2016), le développement de la loi sur la protection contre la violence familiale (2001) et la mise en place de programmes visant à prévenir ce type de violence. Il relevait toutefois avec préoccupation le manque d'informations sur le nombre de cas de violence à l'égard des femmes, sur les poursuites engagées contre les auteurs, et sur les déclarations de culpabilité et les peines prononcées, par le manque d'accès à la justice et à des services de réadaptation pour les victimes, ainsi que par l'absence persistante de dispositions juridiques incriminant le harcèlement sexuel<sup>52</sup>.

50. Le Comité a recommandé à la Dominique de modifier sa législation afin d'assurer aux femmes une protection adéquate contre toutes les formes de violence, y compris le harcèlement sexuel ; d'encourager les victimes à dénoncer les infractions et de garantir que les cas de violence à l'égard des femmes fassent l'objet d'enquêtes approfondies, que les auteurs soient poursuivis et condamnés et que les victimes aient accès à des recours utiles ; de veiller à ce que les victimes de violence familiale ou de violence fondée sur le genre reçoivent l'assistance juridique, médicale et psychologique voulue et d'améliorer les structures et mécanismes d'aide aux victimes ; de recueillir des données complètes sur le nombre de cas de violence à l'égard des femmes<sup>53</sup>.

51. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que la loi sur la violence familiale ne définissait pas le « consentement » ; que le viol était décrit dans la loi en utilisant une terminologie neutre du point de vue du genre ; que le viol conjugal n'était une infraction qu'en cas de recours à la force ou à la menace de la force ou d'utilisation de drogues, contrairement au viol en dehors du mariage ; que le viol conjugal était moins sanctionné (14 ans) que le viol non conjugal (25 ans)<sup>54</sup>.

52. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a également noté que les infractions sexuelles étaient prévues par la loi sur les infractions sexuelles (modifiée) et que toutes les infractions y étaient neutres du point de vue du genre. La Dominique ne disposait pas d'un plan d'action stratégique national pour réduire la violence fondée sur le genre, ni d'une législation sur le harcèlement sexuel<sup>55</sup>.

53. Le Comité a félicité la Dominique des mesures prises pour promouvoir l'égalité des sexes, de la présence de femmes à des postes de responsabilité dans les secteurs public et privé, et de leur accès à l'éducation à tous les niveaux, ainsi que des progrès notables réalisés lors des élections législatives de 2019 quant aux candidatures féminines. Il était toutefois préoccupé par la persistance d'une certaine sous-représentation des femmes et par l'absence d'informations sur les mesures prises pour garantir qu'à travail égal corresponde un salaire égal et pour venir à bout des stéréotypes concernant le rôle des femmes et des hommes dans la famille et dans la société<sup>56</sup>.



54. Le Comité a recommandé à la Dominique d'adopter une législation complète qui offre une protection efficace contre la discrimination fondée sur le genre ; de poursuivre et de renforcer les efforts pour assurer la représentation des femmes aux postes de responsabilité dans les secteurs public et privé et au Parlement national ; de redoubler d'efforts pour éliminer l'écart salarial femmes-hommes en s'attaquant aux différences de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale ; de renforcer les activités d'information et de sensibilisation du public visant à mettre fin aux stéréotypes sexistes et de promouvoir le respect de l'égalité entre hommes et femmes en matière de rôles et de responsabilités dans la famille et dans la société<sup>57</sup>.

55. Selon l'équipe sous-régionale des Nations Unies, les données qui permettaient d'évaluer les inégalités fondées sur le genre en Dominique étaient limitées et datées, et la Dominique ne produisait pas de données actualisées et raisonnablement précises concernant la violence fondée sur le genre et n'avait pas accordé la priorité à la réalisation d'une étude sur la prévalence de la violence fondée sur le genre<sup>58</sup>. Le Comité recommandait à la Dominique de recueillir des données complètes pour évaluer l'efficacité des mesures visant à parvenir à l'égalité des sexes<sup>59</sup>.

## 2. Enfants

56. Le Comité s'est déclaré préoccupé par les informations indiquant que des enfants étaient mis au travail et que les dispositions législatives n'interdisaient pas toutes les formes d'exploitation de l'enfant, en particulier l'utilisation d'enfants à des fins de prostitution, de pornographie ou d'activités illicites, notamment le trafic de drogues, et n'étaient pas pleinement conformes aux normes de l'Organisation internationale du Travail (OIT)<sup>60</sup>.

57. Le Comité a recommandé à la Dominique d'envisager de redoubler d'efforts pour prévenir la traite et le travail des enfants ; de renforcer le cadre juridique de protection contre toutes les formes d'exploitation, notamment en adoptant les projets de loi visant à renforcer le système de protection de l'enfance, en mettant la législation en pleine conformité avec les conventions pertinentes de l'OIT et en interdisant explicitement l'utilisation d'enfants à des fins de prostitution, de pornographie ou d'activités illicites, notamment le trafic de drogue ; d'enquêter rapidement et de manière approfondie sur tous les cas de traite, de poursuivre les auteurs présumés et, s'ils étaient reconnus coupables, de prononcer des peines appropriées et dissuasives ; de veiller à ce que les victimes de toutes formes d'exploitation aient accès à de véritables moyens de protection et services d'aide adaptés à leur âge, ainsi qu'à une réparation intégrale, notamment à des moyens de réadaptation et à une indemnisation adéquate<sup>61</sup>.

58. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que les lois suivantes, relatives aux enfants, avaient été adoptées : loi sur le statut des enfants (loi n° 10 de 2023), loi sur l'entretien des enfants (loi n° 11 de 2023), loi sur la prise en charge et l'adoption des enfants (loi n° 12 de 2023) et loi sur l'entretien (loi n° 13 de 2023)<sup>62</sup>. Elle a souligné que la nouvelle loi sur la prise en charge et l'adoption des enfants avait été adoptée afin de remédier à bon nombre des problèmes mis en évidence dans l'évaluation du système de justice pour mineurs menée en 2017 par l'OECD et l'UNICEF, et qu'elle comprenait des mesures pour traiter les difficultés suivantes : longues périodes de prise en charge formelle ; recours limité à l'adoption ; absence d'examens de la situation pour suivre les progrès des enfants en matière de réadaptation et de réinsertion ; coopération insuffisante entre le ministère concerné et les structures d'accueil ; absence de collaboration avec les familles des enfants pris en charge, en vue de renforcer l'environnement familial dans lequel ceux-ci devaient retourner ; contrôle limité des structures de protection de l'enfance et manque de procédures de plainte ; absence de directives ou de manuels écrits pour encadrer les pratiques et les procédures de protection de l'enfance<sup>63</sup>.

59. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que la législation interdisait la maltraitance d'enfants, mais que cette pratique restait un problème omniprésent. Les enfants lesbiens, gays, bisexuels, transgenres et intersexes étaient particulièrement exposés au risque de maltraitance. Les enfants devaient souvent témoigner directement devant le tribunal contre leurs agresseurs, qui étaient physiquement présents, au lieu de fournir un témoignage préenregistré depuis des espaces plus privés et plus sûrs. En outre, les affaires restaient parfois en suspens pendant des années et les enfants étaient convoqués à des audiences à

maintes reprises. Il n'existait pas de fichiers d'auteurs d'infractions accessibles au public. Les défenseurs des droits de l'homme affirmaient que le système judiciaire décourageait les poursuites en cas de maltraitance d'enfants<sup>64</sup>. L'UNESCO notait que, selon la loi sur le mariage, l'âge minimum du mariage pour les filles était de 18 ans, mais que des dérogations autorisaient le mariage des filles dès l'âge de 16 ans, avec le consentement des parents. En conséquence, l'UNESCO recommandait à la Dominique de supprimer les dérogations à la norme fixant l'âge minimum du mariage<sup>65</sup>.

60. Le Comité a relevé avec préoccupation que les châtiments corporels n'étaient pas encore expressément interdits, ni à la maison, ni dans les garderies et les structures de protection de remplacement, ni dans les établissements pénitentiaires. Il recommandait à la Dominique d'interdire les châtiments corporels dans tous les contextes<sup>66</sup>. L'UNESCO recommandait à la Dominique d'interdire les châtiments corporels dans tous les milieux éducatifs<sup>67</sup>.

### 3. Personnes handicapées

61. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a souligné qu'en Dominique, la législation n'interdisait pas expressément la discrimination à l'égard des personnes handicapées, mais que des cas de discrimination avaient été signalés en matière d'emploi. L'accessibilité physique était un sujet de préoccupation : peu de bâtiments, y compris publics, étaient accessibles aux personnes ayant un handicap physique<sup>68</sup>.

62. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a relevé que le problème récurrent du manque de structures et de services judiciaires accessibles entraînait l'exclusion des personnes handicapées, ainsi privées de protection et de moyens de recours. Il était indispensable de construire des installations en tenant compte des normes d'accessibilité<sup>69</sup>.

63. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que les enfants ayant un handicap physique, auditif ou visuel étaient intégrés dans l'enseignement ordinaire et que l'État versait des allocations pour couvrir les frais de scolarité dans des établissements privés réservés aux enfants ayant un handicap intellectuel ou psychosocial. Toutefois, elle soulignait également la nécessité de réformer les systèmes et de perfectionner les compétences professionnelles de soutien aux enfants<sup>70</sup>.

### 4. Peuples autochtones

64. Le Comité a salué les efforts déployés pour promouvoir les droits des peuples autochtones, notamment la désignation d'un ministère responsable, les programmes d'éducation et de logement et le soutien aux entreprises autochtones. Il a toutefois relevé l'absence d'informations détaillées sur les cadres politique et juridique régissant la propriété et l'utilisation des terres autochtones et sur les mesures prises pour faire respecter systématiquement le droit des peuples autochtones à une consultation libre, éclairée et préalable à l'égard de tous les programmes les concernant<sup>71</sup>.

65. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté que si le taux de pauvreté générale en Dominique était estimé à 28,8 %, le taux de pauvreté du peuple autochtone Kalinago était estimé au double, soit 49,8 %<sup>72</sup>.

66. Le Comité a recommandé à la Dominique d'envisager de poursuivre et d'étendre les mesures visant à promouvoir les droits des peuples autochtones ; d'adopter une législation complète contre la discrimination prévoyant une protection contre la discrimination fondée sur le statut d'autochtone ; de veiller à ce que les peuples autochtones participent à des consultations menées de bonne foi en vue de recueillir leur consentement préalable, libre et éclairé à l'adoption et à la mise en œuvre de toute mesure susceptible d'avoir des incidences importantes sur leur mode de vie et leur culture<sup>73</sup>.

67. L'équipe sous-régionale des Nations Unies a noté qu'en 2022, en partenariat avec le Ministère de l'Environnement, de la Modernisation rurale et des Affaires Kalinago, le projet EnGenDER avait apporté son concours à l'élaboration d'une évaluation de grande envergure des moyens de subsistance de la population autochtone. L'objectif était d'examiner les vulnérabilités spécifiques aux incidences des changements climatiques et de trouver des solutions pour accroître la résilience et améliorer les moyens de subsistance<sup>74</sup>.

## 5. Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes

68. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a salué la décision de protéger les droits des personnes LGBTQ en Dominique, rendue par la Haute Cour de la Dominique en date du 22 avril 2024. Cette dernière avait jugé que les articles 14 et 16 de la loi sur les infractions sexuelles (loi n° 1 de 1998), incriminant les activités homosexuelles consensuelles entre adultes, étaient inconstitutionnels et violaient le droit à la liberté, à la liberté d'expression et à la protection de la vie privée<sup>75</sup>.

69. Le Comité s'est dit préoccupé par le fait que la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre n'était pas interdite par la loi en Dominique et que les relations homosexuelles entre adultes consentants continuaient d'être incriminées par la loi sur les infractions sexuelles, qui prévoyait des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à vingt-cinq ans et un traitement psychiatrique forcé. Il recommandait à la Dominique de prendre des mesures appropriées pour lutter contre les attitudes discriminatoires et la stigmatisation à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles, notamment grâce à un ensemble d'activités de sensibilisation ; d'envisager d'adopter une législation complète contre la discrimination qui offre une protection pleine et efficace contre la discrimination dans tous les domaines, et qui comporte une liste exhaustive des motifs de discrimination interdits, y compris l'orientation sexuelle et l'identité de genre<sup>76</sup>.

## 6. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

70. Le Comité a relevé avec préoccupation qu'aucune législation en vigueur en Dominique ne garantissait les droits des non-ressortissants, notamment des réfugiés et des demandeurs d'asile. Il signalait également l'absence d'informations sur le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile en Dominique. Il recommandait à la Dominique de veiller à ce que toutes les personnes demandant une protection internationale aient accès à une procédure équitable et efficace de détermination du statut de réfugié, quel que soit leur pays d'origine, et soient traitées de façon appropriée et équitable à tous les stades de cette procédure, comme l'exigeait le Pacte ; de recueillir et de publier des données sur la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile se trouvant sur son territoire ; d'adopter une législation garantissant les droits des étrangers, y compris des réfugiés et des demandeurs d'asile, conformément aux obligations qui lui incombaient en vertu du Pacte et à la Convention relative au statut des réfugiés<sup>77</sup>.

## 7. Apatrides

71. Le Comité a recommandé à la Dominique de recueillir et de publier des données sur la situation des apatrides se trouvant sur son territoire ; d'envisager d'adhérer à la Convention relative au statut des apatrides et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie<sup>78</sup>.

### Notes

<sup>1</sup> [A/HRC/42/9](#), [A/HRC/42/9/Add.1](#) and [A/HRC/42/2](#).

<sup>2</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 7.

<sup>3</sup> Submission by the United Nations Subregional Team for Barbados and the Organization of Eastern Caribbean States for the universal periodic review of Dominica, para. 7.

<sup>4</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 37.

<sup>5</sup> Ibid., paras. 1, 3 and 5. See also [CCPR/C/DMA/Q/1/Add.1](#) and [CCPR/C/DMA/RQAR/1](#).

<sup>6</sup> United Nations subregional team submission, para. 11. See also [CRC/C/8/Add.48](#).

<sup>7</sup> United Nations subregional team submission, para. 13.

<sup>8</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), paras. 10 and 11.

<sup>9</sup> United Nations subregional team submission, para. 23.

<sup>10</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), paras. 12 and 13 (a)–(c).

<sup>11</sup> United Nations subregional team submission, para. 6.

<sup>12</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), paras. 26 and 27.

<sup>13</sup> Ibid., paras. 28 and 29 (a) and (b).

<sup>14</sup> Ibid., paras. 30 and 31.

<sup>15</sup> Ibid., paras. 30 and 39.

<sup>16</sup> United Nations subregional team submission, paras. 24 and 25. See also UNDP, *Caribbean Justice: A Needs Assessment of the Judicial System in Nine Countries* (Panama City, 2020).

<sup>17</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 40.

<sup>18</sup> Ibid., paras. 39 and 40.

- <sup>19</sup> United Nations subregional team submission, para. 25. See also UNDP, *Caribbean Justice*, pp. 66 and 67.
- <sup>20</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 29 (c) and (d).
- <sup>21</sup> United Nations subregional team submission, para. 27.
- <sup>22</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 35.
- <sup>23</sup> *Ibid.*, para. 36.
- <sup>24</sup> United Nations subregional team submission, para. 63.
- <sup>25</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 41.
- <sup>26</sup> United Nations subregional team submission, para. 64.
- <sup>27</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 42.
- <sup>28</sup> UNESCO submission for the universal periodic review of Dominica, para. 25.
- <sup>29</sup> *Ibid.*, para. 13.
- <sup>30</sup> United Nations subregional team submission, para. 5.
- <sup>31</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), paras. 45 and 46.
- <sup>32</sup> *Ibid.*, para. 32; see also paras. 3 and 6.
- <sup>33</sup> United Nations subregional team submission, para. 45.
- <sup>34</sup> UNESCO submission, para. 19.
- <sup>35</sup> United Nations subregional team submission, para. 33.
- <sup>36</sup> *Ibid.*, para. 29.
- <sup>37</sup> *Ibid.*, para. 4.
- <sup>38</sup> *Ibid.*, para. 47.
- <sup>39</sup> *Ibid.*, para. 32.
- <sup>40</sup> *Ibid.*, para. 38.
- <sup>41</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), paras. 20 and 21.
- <sup>42</sup> *Ibid.*, paras. 22 and 23.
- <sup>43</sup> United Nations subregional team submission, para. 43.
- <sup>44</sup> UNESCO submission, para. 2.
- <sup>45</sup> *Ibid.*, paras. 15, 16 and 20.
- <sup>46</sup> United Nations subregional team submission, para. 18.
- <sup>47</sup> *Ibid.*, para. 10.
- <sup>48</sup> *Ibid.*, para. 18.
- <sup>49</sup> UNDP, “Blue economy scoping study for Dominica”, Policy Notes, No. 10, 30 November 2021, pp. 7 and 8.
- <sup>50</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), paras. 24 and 25.
- <sup>51</sup> United Nations subregional team submission, para. 14.
- <sup>52</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), paras. 6 (b) and 18.
- <sup>53</sup> *Ibid.*, para. 19.
- <sup>54</sup> United Nations subregional team submission, paras. 51 and 52.
- <sup>55</sup> *Ibid.*, paras. 53 and 54.
- <sup>56</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 16; see also para. 6 (a).
- <sup>57</sup> *Ibid.*, para. 17.
- <sup>58</sup> United Nations subregional team submission, paras. 48 and 49.
- <sup>59</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 17 (e).
- <sup>60</sup> *Ibid.*, para. 33.
- <sup>61</sup> *Ibid.*, para. 34.
- <sup>62</sup> United Nations subregional team submission, para. 14.
- <sup>63</sup> *Ibid.*, para. 58.
- <sup>64</sup> *Ibid.*, paras. 55 and 56.
- <sup>65</sup> UNESCO submission, paras. 3 and 17.
- <sup>66</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), paras. 43 and 44.
- <sup>67</sup> UNESCO submission, para. 18.
- <sup>68</sup> United Nations subregional team submission, para. 59.
- <sup>69</sup> *Ibid.*, para. 26.
- <sup>70</sup> *Ibid.*, para. 60.
- <sup>71</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 47.
- <sup>72</sup> United Nations subregional team submission, para. 1.
- <sup>73</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), para. 48.
- <sup>74</sup> United Nations subregional team submission, para. 19.
- <sup>75</sup> UNAIDS, “UNAIDS welcomes Court’s ruling to protect the rights of LGBTQ people in Dominica”, 22 April 2024. See also United Nations subregional team submission, para. 62.
- <sup>76</sup> [CCPR/C/DMA/COAR/1](#), paras. 14 and 15 (a) and (b).
- <sup>77</sup> *Ibid.*, paras. 37 and 38 (a)–(c).
- <sup>78</sup> *Ibid.*, para. 38 (b) and (d).